

Correo Internacional



Publication de la LIT-QI - Nouvelle époque - Num. 158

Avril 2010

DECLARATION DE LA LIT-QI POUR LE PREMIER MAI

On nous a assuré que la crise touchait à sa fin et, cependant, des problèmes explosent de nouveau qui peuvent l'approfondir à tout moment. Le gouvernement de l'Islande, dont la banque a donné lieu à un trou énorme pour d'autres banques, surtout britanniques, a voulu demander à la population de prendre en charge sa dette. Les Islandais n'ont évidemment pas accepté une proposition si « solidaire », ce pourquoi le problème reste entier. La crise grecque, une des économies les plus petites du bloc impérialiste européen, a démontré **la faiblesse de la reprise** et les dangers qui s'approchent. Et avec ce panorama, nous continuons à voir comment les crapules de la finance profitent toujours de la crise. On fait des affaires millionnaires avec les crédits à la Grèce. Les banques et les institutions financières des Etats-Unis, qui ont reçu des crédits astronomiques, déclarent maintenant d'énormes bénéfices.

Les gouvernements et les patrons profitent de la crise pour augmenter l'exploitation. Ce sont les capitalistes qui commencent à sortir de la crise, pas les travailleurs et les peuples du monde. La reprise économique, qui est encore faible et peut retomber à tout moment, ne signifie pas une récupération des salaires et des conquêtes sociales perdues, mais tout le contraire. **La reprise n'a été que pour les riches, tandis que pour les masses il y a une aggravation manifeste.**

A cette étape de la crise, l'attaque contre les conquêtes des travailleurs et des peuples s'approfondit

On exige du gouvernement grec de réduire brutalement le déficit public, c'est-à-dire de réduire les dépenses, les dépenses sociales bien entendu. Les gouvernements impérialistes ont pris soin de sauver le système financier en promettant que cela n'affecterait pas les soins de santé, l'éducation et les pensions des travailleurs et des secteurs populaires. Les aides supplémentaires aux chômeurs, qui ont existé dans quelques pays, ont seulement été palliatives et ne sont arrivées qu'à un secteur des travailleurs et non à l'ensemble de ceux-ci. Maintenant, les gouvernements se trouvent avec des déficits publics impressionnants, à cause de l'argent qu'ils ont donné à la bourgeoisie. Les patrons ont reçu une énorme quantité d'argent et ils affirment qu'ils auront besoin de davantage d'aides pour se maintenir. Toutefois, les emplois n'ont pas été garantis et le chômage a continué à croître. Les rapports du FMI et de l'OIT reflètent que le chômage continuera à croître, et cela jusqu'en 2011. Il est déjà arrivé à environ 10 % au niveau mondial et il affecte surtout les secteurs les plus vulnérables : les immigrants, les jeunes et les femmes.

La crise n'est pas la même pour tous. Les riches ont eu des pertes millionnaires mais peu d'entre eux ont tout perdu. Ils sont toujours millionnaires et vivent avec tous les luxes. Toutefois, pour les masses travailleuses, la crise signifie une véritable tragédie, par la perte ou la réduction des salaires déjà exigus. On a mis fin aux aides octroyées aux chômeurs dans certains pays et les gouvernements n'envisagent pas de nouvelles aides, alléguant des déficits publics très hauts. Et ceci concerne principalement les pays

impérialistes, qui pouvaient se permettre de donner ces aides ; dans le reste du monde, celui qui a perdu son emploi se retrouve sans aucun type de soutien.

Pour surmonter la crise, le capitalisme sait qu'il va devoir approfondir beaucoup plus les attaques contre le niveau de vie des travailleurs et des peuples dans les pays impérialistes, et approfondir aussi la recolonisation des pays dépendants.

Les gouvernements du monde entier se consacrent à cette tâche. Leurs propositions sont de réduire encore plus les droits du travail, de faciliter les licenciements en les rendant encore moins chers, de réduire les budgets sociaux pour l'éducation et les soins de santé publics. Et les patrons vont à leur tour augmenter les cadences et les journées de travail sans engager de nouveaux travailleurs.

Nous avons vu ces derniers mois comment les gouvernements accélèrent leurs plans de privatisation des services publics et comment, dans les pays dépendants, ils bradent les ressources énergétiques aux multinationales (voir les concessions et les lois pour l'exploitation des hydrocarbures et pour l'industrie minière en Equateur, au Venezuela, au Brésil, au Pérou, etc.).

Barack Obama attaque les droits des travailleurs et des secteurs populaires

Avant de devenir président, Obama a négocié avec Bush l'aide millionnaire pour la bourgeoisie, et étant déjà président, il a acheminé tout ce paquet de soutien économique aux organismes financiers et aux fabricants d'automobiles. Rappelons comment son appui à GM était conditionné à ce que les travailleurs accepteraient une réduction énorme de leurs droits (retraite, salaires et plans de santé).

Nous pouvons signaler aussi comment Barack Obama a obtenu récemment l'approbation d'une réforme sanitaire aux Etats-Unis eux-mêmes. Cette réforme a été applaudie partout dans le monde comme progressiste alors qu'en réalité, elle signifie une plus grande privatisation des soins de santé et fait retomber les coûts de ceux-ci sur les travailleurs eux-mêmes, qui vont être obligés de « grossir » les comptes des compagnies d'assurance privées.

Il faut alerter les travailleurs étasuniens, ainsi que ceux du reste du monde, sur le fait qu'Obama et les autres gouvernements bourgeois de la planète se consacrent surtout à réduire les droits du travail et les droits sociaux avec le discours qu'« on ne peut pas faire plus, qu'on a besoin de l'accord de tous ».

Au niveau international aussi, Obama essaye d'imposer ses plans, à travers la négociation et à partir du prestige dont il jouit encore. Il a ainsi obtenu que ses troupes occupent Haïti, immédiatement après le séisme du mois de janvier dernier. Et il a obtenu au Honduras que le président destitué, Zelaya, accepte le plan qui l'a finalement écarté définitivement de la présidence, et que ce soient les putschistes qui organisent leurs élections.

Toutefois, ces importants succès de l'impérialisme dans quelques endroits ne peuvent pas dissimuler que dans d'autres, il ne parvient pas à avancer. C'est le cas de l'Afghanistan, où malgré l'accroissement énorme des troupes, il ne parvient pas à mettre en échec les talibans ni à avancer dans une négociation avec eux. La continuation de la guerre en Iraq et en Afghanistan, et son extension au Pakistan, se transforment en un problème de plus en plus grave pour la politique de l'impérialisme.

Les gouvernements « progressistes » appliquent la même recette contre les travailleurs

Il est spécialement honteux que, face à l'augmentation du chômage, et en particulier face à ses conséquences pour les jeunes, les gouvernements dits « progressistes » proposent une augmentation de l'âge de la retraite, comme l'a fait Zapatero en Espagne. Là, en outre, on va vers une nouvelle réforme du travail qui baisse le coût des licenciements.

Au Venezuela, la crise économique affecte durement les travailleurs et le peuple. Quand les travailleurs se sont mis à combattre contre les licenciements et pour la défense de leurs salaires, attaqués par l'inflation, le gouvernement vénézuélien s'est mis du côté des multinationales : il persécute les travailleurs qui combattent et il met les dirigeants syndicaux en prison.

Le gouvernement de Lula au Brésil, pour sa part, a donné 370 milliards de reals (160 milliards d'euros) aux banquiers et aux grandes entreprises pour les « sauver » de la crise, tandis que pour la destruction causée par les inondations en Rio de Janeiro, il a affecté seulement 200 millions de reals (85 millions d'euros). On comprend donc comment, en pleine crise, les banques brésiliennes sont parvenues à augmenter leurs bénéfices de 23 % par rapport à l'année précédente.

A Cuba, qui est aussi affecté durement par la crise, les interventions et les propositions du gouvernement ne sont pas très différentes. Raul Castro a annoncé qu'un million de postes de travail doivent être supprimés. Aujourd'hui, ce gouvernement est au service des multinationales, qui sont entrées à Cuba pour piller librement les travailleurs de ce pays. Les Cubains n'ont pas de droit de grève et les syndicats y sont contrôlés par l'Etat. Avec l'entrée du capitalisme dans ce pays, d'autres fléaux s'y sont ajoutés, et actuellement apparaissent le chômage et la pauvreté, alors que les soins de santé et l'éducation, jadis exemplaires dans le monde, sont en train d'être démantelés. Les travailleurs cubains vont devoir combattre pour défendre leurs emplois, et pour cela, ils devront conquérir les libertés démocratiques qui leur font défaut.

La tragédie des travailleurs immigrants, des femmes, des minorités opprimées et de la jeunesse

Mais, en outre, la crise n'affecte pas tous les travailleurs de la même façon. Il est évident que les couches les plus exploitées et opprimées sont le plus touchées. Les travailleurs immigrants ont vu augmenter les agressions racistes et leur expulsion des pays riches. Les immigrants ont été les premiers à perdre leur emploi car il est plus facile de les écarter, puisqu'ils ont les pires emplois et les moindres garanties de travail.

Il y a un an, nous avons dénoncé que les femmes allaient être durement affectées par la crise. C'est ce qui s'est passé.. La perte d'emplois a mené à une augmentation de l'oppression de la femme travailleuse. Chaque femme qui perd son emploi recule dans son émancipation, puisqu'elle a besoin de disposer de son propre salaire pour ne pas dépendre de son compagnon. Actuellement, beaucoup de femmes qui ont perdu leur emploi, ont dû accepter des travaux moins rémunérés, avec de pires horaires et une moindre qualification, pour maintenir leurs familles. Et elles ont, en outre, davantage de difficultés pour s'organiser syndicalement.

Nous voyons aussi comment la crise ferme encore plus le chemin à l'emploi et à l'émancipation pour la jeunesse. Avec ceci, nous observons comment les politiques de privatisation de l'enseignement empêchent l'accès de la jeunesse ouvrière et populaire à l'éducation, qui est de plus en plus réservée à une élite, une sélection minoritaire.

Dans beaucoup de pays, les Noirs et les Indiens voient comment croît leur oppression, étant donné la diminution du marché du travail. Tout comme les immigrants, ils subissent le racisme, mais dans leur propre pays. Les peuples indigènes sont attaqués par la voracité des multinationales pour exploiter leurs terres originaires.

Les masses commencent à se mobiliser dans différentes parties du monde

Il y a un an, les travailleurs ont été confrontés à une offensive dure de la part des gouvernements et des patrons. Ils ne sont pas parvenus à faire face au coup dur qui a accompagné le début de la crise. Les messages des gouvernements et des bureaucraties syndicales, de rester calme et d'avoir confiance en une récupération économique rapide, ont trouvé un écho dans les masses, qui se trouvaient face à un futur de désolation, où les fermetures d'entreprises et les licenciements en masse étaient le pain quotidien.

La bureaucratie syndicale a été la principale digue de retenue des protestations ouvrières contre la crise. Elle a accepté les fermetures, les licenciements et les réductions des droits, en arrivant tout au plus à exiger, dans le meilleur des cas, de meilleures indemnités. Les bureaucraties syndicales essaient d'isoler les luttes et de ne pas les mener jusqu'à la fin. Elles pactisent le plus tôt possible, pour que ces luttes ne s'étendent pas. Elles appellent à des mobilisations quand elles ne voient pas d'autre issue, vu la pression de la base, mais elles essaient de les contrôler et de les freiner. C'est pourquoi, beaucoup de luttes sont mises en échec encore aujourd'hui, et les patrons continuent à attaquer sans qu'il y ait une résistance unifiée. De cette façon, les licenciements continuent et le chômage augmente.

En 2009 il y a eu d'importantes luttes, parmi lesquelles nous devons inclure celles des paysans indigènes du Pérou, qui ont mis en échec le gouvernement de Alan García à Bagua ; la résistance héroïque, pendant plus de cinq mois, du peuple hondurien contre le putsch militaire ; les mobilisations contre la dictature des Ayatollahs en Iran ; la résistance du peuple palestinien, les premières mobilisations massives en Grèce. Il s'agit de luttes significatives, mais il faut signaler que, pour les motifs indiqués plus haut, la classe ouvrière n'est pas sortie partout dans le monde avec la détermination requise pour mettre en échec l'attaque dont elle faisait l'objet.

En 2010, le panorama commence à changer. Les travailleurs ont vu que l'argent public a été donné aux capitalistes sans pour autant garantir leurs emplois et leurs salaires. Maintenant que les gouvernements veulent récupérer l'argent qu'ils ont donné, en le retirant des travailleurs, il y a une réaction de la part des masses. Dans le monde, principalement dans plusieurs pays européens, les mobilisations et les grèves s'enchaînent ; il y a eu, en outre, les mobilisations des étudiants et des immigrants aux Etats-Unis ; les luttes continuent en Argentine, au Mexique, etc. ; et il y a eu une insurrection en Kirghizie. Il faut souligner les grèves générales grecques, qui s'opposent à ce que ce soient les travailleurs qui payent le déficit public énorme généré en faveur des entités financières. Nous sommes donc face à ce qui peut être une importante montée des masses. Il faut maintenant que la mobilisation ait lieu et se développe, pour inverser la situation dans laquelle la crise économique nous a laissés.

Combattre pour que la reprise soit pour les travailleurs

Pour les travailleurs et les exploités du monde, il n'y a pas d'autre chemin. Nous ne pouvons pas attendre des solutions pour nos problèmes de quelque gouvernement bourgeois que ce soit. Nous n'avons pas d'autre alternative que de combattre, de combattre, et encore de combattre, pour défendre nos emplois, notre droit à l'éducation et aux soins de santé publics et gratuits, notre droit à une pension de retraite digne, pour défendre que la jeunesse, les femmes, les Noirs, les Indiens et les immigrants aient du travail et que l'on respecte leurs droits.

Les plans des gouvernements sont là pour défendre les patrons, les capitalistes. Si nous voulons une solution qui profite aux travailleurs et aux exploités du monde, nous devons combattre contre ces mesures. Les propositions des gouvernements des capitalistes, il faut les combattre en proposant des mesures ouvrières, en expliquant que seulement avec le socialisme, il y a une solution pour la crise. Le capitalisme ne peut pas garantir un futur de paix et de prospérité, il garantit seulement l'opulence pour quelques-uns et de plus en plus de misère pour le reste.

Restaurer l'unité de la classe

La crise économique mondiale nous a montrées comment tous les gouvernements du monde ont eu une stratégie commune : faire peser le poids de la crise sur les épaules de la classe ouvrière et des exploités du monde. Entre-temps, nous, les travailleurs, nous sommes encore divisés pays par pays, et dans chaque pays, nous sommes divisés entre nous, à cause du rôle des bureaucraties syndicales, comme nous avons vu. Toutefois, nous voyons aussi comment, quand nous combattons ensemble, nous avons la force nécessaire pour vaincre. Nous savons que, pour mettre en échec les plans de misère, nous avons besoin de mener une lutte sans trêve ; pour gagner, nous avons besoin de mener une lutte tenace et de plus en plus forte. Et nous savons que, pour vaincre, nous avons besoin de l'unité de toutes les organisations syndicales

et ouvrières, mais l'unité... pour combattre.

C'est pourquoi, nous avons besoin d'étendre les exemples de chaque lutte dans laquelle une victoire est obtenue, de chaque lutte dans laquelle les travailleurs parviennent à restaurer l'unité et la solidarité de classe. Nous devons exiger des centrales syndicales qu'elles cessent d'être des laquais des gouvernements du moment et qu'elles convoquent à la mobilisation. Et à la fois, nous devons combattre ces mêmes bureaucraties syndicales, pour être inconséquentes, en ce sens qu'elles font l'unité avec les gouvernements et les patrons et non avec les travailleurs, et qu'elles ne mènent pas la lutte jusqu'au bout. Sur ce chemin nous devons construire des organisations ouvrières réellement démocratiques et combattives, qui nous servent à faire face aux nouvelles attaques qui nous tombent dessus.

... et l'internationalisme

Le Premier Mai a été proposé par la Seconde Internationale pour que, ce jour, les travailleurs du monde entier, nous puissions montrer notre force et notre unité. Ce Premier Mai a eu lieu sous le drapeau de l'exigence, partout dans le monde, de la journée de 8 heures de travail. Aujourd'hui, quand le chômage sévit, nous devons exiger de travailler moins pour que tous travaillent, au lieu de voir augmenter brutalement les rythmes et les heures de travail. Nous devons exiger la réduction de la journée de travail. Ce Premier Mai, nous devons sortir de nouveau pour combattre ensemble pour nos revendications, et pour manifester notre soutien aux peuples qui combattent contre l'impérialisme.

C'est pourquoi nous croyons qu'il est plus que jamais nécessaire que les travailleurs s'organisent à l'échelle internationale. Mais non comme propose le président vénézuélien Hugo Chávez, qui prétend former une Vème Internationale en unissant les travailleurs avec les représentants de la bourgeoisie. Nous, la LIT-QI, nous pensons que la seule Internationale que nous devons construire est celle des travailleurs, qui dirige tous les exploités et opprimés du monde contre ce système qui offre seulement de la misère. C'est pourquoi nous combattons pour reconstruire la IVème Internationale, celle qui arbore les drapeaux de Lénine et la Révolution Socialiste d'Octobre. Nous combattons pour détruire le capitalisme, nous combattons pour le socialisme international.

POUR LA DEFENSE DES EMPLOIS ET POUR DES SALAIRES DIGNES !

CONTRE LES PLANS DE SAUVETAGE POUR LA BOURGEOISIE !

POUR L'UNITE DE TOUS LES EXPLOITES CONTRE TOUS LES GOUVERNEMENTS PATRONAUX !

VIVE LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE MONDIALE !

VIVE LE PREMIER MAI !